



Le Premier ministre Elio Di Rupo ne se rendra pas, ce lundi, à Kigali pour les célébrations des 20 ans du génocide rwandais. Dimanche matin, il a néanmoins tenu à saluer les familles des 10 paras belges sur le tarmac de l'aéroport de Melsbroek avant leur départ.

NICOLAS WAETERINK/BELGA

Commentaire

Juppé, diable dans un bénitier

Par Marie-France Cros

"J'appelle le Président de la République et le gouvernement français à défendre sans ambiguïté l'honneur de la France, l'honneur de son Armée, l'honneur de ses diplomates." C'est ce qu'a écrit samedi soir, sur son blog, le maire de Bordeaux, Alain Juppé.

Et le président français, François Hollande, décidé à secouer de ses rondes épaules l'accusation d'indécision, n'a pas tardé à réagir: Christiane Taubira, la ministre de la Justice, n'est pas partie à Kigali pour y représenter la France aux commémorations du 20^e anniversaire du génocide.

Pourquoi une telle mesure? C'est une interview du président rwandais, Paul Kagame à "Jeune Afrique", sur le rôle de la France et de la Belgique dans le génocide de 1994, qui a mis le feu aux poudres.

D'une part, M. Kagame a dénoncé le "rôle direct" de la Belgique dans "la préparation politique du génocide" – allusion à la politique ethniste de la Belgique coloniale, bien documentée par les historiens. Mais la Belgique a présenté des excuses officielles au Rwanda, le 7 avril 2000, pour sa responsabilité morale dans le drame.

D'autre part, M. Kagame a dénoncé la "participation" de Paris à l'"exécution même" du génocide des Tutsis. Cette implication est connue des historiens, elle aussi: le gouvernement du président Mitterrand a appuyé le gouvernement qui préparait le génocide en toute connaissance de sa politique ethniste et un officier français a même dirigé son armée de 1992 à 1994. La France a livré des armes à Kigali avant, pendant et après le génocide. Mais contrairement à la Belgique, la France n'a jamais reconnu sa responsabilité, ni présenté d'excuses. Une procédure judiciaire a été lancée en France par des rescapés rwandais accusant des soldats français d'avoir participé à l'épuration ethnique.

Si Alain Juppé se débat comme un diable dans un bénitier, c'est parce qu'il était le ministre des Affaires étrangères du cabinet français qui a soutenu le gouvernement génocidaire. Le président François Hollande endosse-t-il ce choix?

MFC et C.Le

mémoires

Comme il n'accompagne pas la délégation officielle belge à Kigali, le Premier ministre a tenu à rencontrer les familles des disparus, dimanche avant leur départ.

possibilité de parler aux rescapés et aux témoins survivants, entendre leur récit, partager vos douleurs et vos deuils."

Reconnaître les erreurs du passé

Pour le chef du gouvernement, c'est "une occasion solennelle d'affirmer le caractère imprescriptible des crimes commis" car la traque des responsables du génocide ne s'arrêtera pas. Elio Di Rupo a ajouté que la Belgique devait "avoir le courage de reconnaître les erreurs du passé et d'en tirer toutes les leçons" comme le firent le gouvernement Verhofstadt et le Parlement belge.

Afin que l'on ne doive plus revivre de tels faits, le Premier ministre a encore insisté sur "l'éducation et sur la transmission des valeurs démocratiques, en particulier aux plus jeunes. Cela passe aussi par une introspection collective. Ne jamais oublier, ne pas pardonner l'impardonnable, mais parvenir à

écrire de nouvelles pages".

S'adressant aux familles des victimes, M. Di Rupo a tenu à les saluer et à leur exprimer sa profonde solidarité et son soutien. "Tous les Belges sont à vos côtés et en pensées avec vous. Une délégation officielle belge vous accompagne pour assister avec vous aux cérémonies à Kigali. Et, demain, le vice-Premier ministre et ministre de la Défense et moi-même nous nous recueillerons devant la Tombe du Soldat Inconnu, en l'honneur de tous les soldats belges morts au service de la paix. Nos soldats et coopérants au Rwanda ont payé très cher leur dévouement et leur générosité. Les valeurs qui les guidaient méritent d'être cultivées et diffusées le plus largement possible. C'est à nous tous, ici présents, que cette tâche incombe désormais. Soyons tous fidèles à leur mémoire. Soyons tous fidèles à leur idéal."